

Israël a reçu des prêts totalisant près de 100 millions de dollars, aux termes de l'accord conclu en 1972 avec la Société pour l'expansion des exportations; quelque 50 millions de cette somme ont déjà été affectés à des travaux comprenant des centrales thermiques et à la construction de l'aéroport commercial Ben-Gourion. Le financement d'autres projets de développement aussi valables est en voie de discussion et je suis convaincu que, d'ici à la fin de l'année, d'autres accords permettant d'engager le reste du prêt auront été conclus.

Les négociations visant la conclusion d'un accord sur la double imposition entre le Canada et Israël sont rendues à un stade avancé à la suite de la visite qu'un groupe de fonctionnaires canadiens a faite en Israël en janvier dernier.

Bref, les relations entre le Canada et Israël sont excellentes. Toutefois, les deux pays devront accroître leurs efforts et leurs initiatives afin de donner à ces relations toute l'ampleur qu'ensemble nous jugeons souhaitable.

Qu'advient-il de cet autre objectif qui échappe depuis si longtemps à Israël et à ses voisins? L'année qui s'est écoulée entre nos deux rencontres a-t-elle vu s'amorcer un règlement juste et durable des questions qui déchirent le Moyen-Orient depuis tant d'années?

Israël subit actuellement d'importantes transformations et le nouveau gouvernement devra faire face aux défis comme aux occasions favorables qu'offre la situation actuelle, très prometteuse, à mon avis. Il y a quelques semaines, M^{me} Golda Meir délaissait la scène politique; par son courage, sa sagesse et sa détermination, cette femme remarquable s'est taillé une place parmi les personnalités politiques les plus respectées. Tous ceux qui ont eu la chance de la connaître ont été trappés, comme moi, par ses grandes qualités et par la sincérité et l'absence de prétention qu'elle mettait dans l'accomplissement de ses devoirs à la fois délicats et exigeants.

Le nouveau premier ministre d'Israël devra relever un défi de taille. Comme je suis moi-même membre d'un gouvernement minoritaire, je comprends fort bien le problème que pose la formation d'un gouvernement et son maintien au pouvoir. Heureusement, les Canadiens n'ont pas à faire face au genre de problèmes qu'affrontent les Israéliens dans leurs efforts en vue de rétablir la paix avec leurs voisins; ils recherchent non pas une paix éphémère, mais une paix qui assure leur intégrité et leur fournisse l'occasion de développer leur économie et de façonner leur propre mode de vie dénué de la crainte d'une agression.

Le Canada reconnaît toujours à Israël le droit d'exister et de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues. Notre adhésion à ce principe vital est aussi ferme que jamais malgré les profonds changements de situations et d'attitudes qui ont eu lieu à l'intérieur et à l'extérieur du Moyen-Orient au cours des neuf derniers mois.

Les combats acharnés d'octobre dernier ont été suivis des premières manifestations d'un processus encourageant mais encore fragile où la négociation pacifique des divergences pourrait remplacer la guerre. Les négociations, qu'elles soient directes ou indirectes (et nous pensons que des négociations directes seraient plus fructueuses), sont indispensables pour que soit trouvée au problème du Moyen-Orient une solution que tous les peuples de la région jugent acceptable.